

SERVICE DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Ce Groupe de Travail (GT) s'est tenu à la demande des organisations syndicales, car le dialogue social concernant cette mission transverse était au point mort.

L'ordre du jour n'a pas permis d'aborder toutes les questions sensibles concernant le SSI (**Service des Systèmes d'information**), le principal document était constitué du nouveau schéma directeur numérique.

La deuxième fiche constituait un point d'information sur le déménagement de plusieurs centaines d'informaticiens dans un nouveau bâtiment (dénommé le « XYLO ») à Fontenay sous Bois.

La CGT Finances Publiques a tenu à aborder cette question du déménagement de manière prioritaire.

I – Le déménagement vers le XYLO

Ce déménagement concernait initialement tous les services de la DTNUM (**Délégation de la Transformation NuMérique**).

Mais la gestion opaque de cette structure, dont on ne sait toujours pas de combien d'agents elle est composée, empêche une bonne visibilité de l'opération.

D'ailleurs, dans les CSA locaux, la CGT Finances Publiques n'a jamais cessé de demander des explications sur l'opération. La gestion calamiteuse de la DTNUM, objet de plusieurs fiches de signalement et du départ de la responsable, n'arrange pas la clarté de l'opération, ni son organisation ni la prise en compte du besoin des agents.

Mais l'administration passe en force.

C'est d'autant plus facile que la DTNUM est une direction dépendant directement de la Direction Générale des Finances Publiques et non rattachée au SSI (Service des Systèmes d'information).

La CGT Finances Publiques l'a dénoncé depuis la création de la DTNUM. Son nouveau responsable vient du secteur privé.

Sans explication, **c'est à présent** également des **services qui dépendent de la direction des Services Informatiques (SI)** de la DGFIP qui doivent déménager pour intégrer ce bâtiment, pouvant abriter jusqu'à 800 personnes !

Tout cela pose de nombreux problèmes.

- 🔴 Ce bâtiment se trouve tout près des nuisances sonores de l'A86 surchargée tous les matins et tous les soirs. Les temps de trajets des agents s'en trouveront encore rallongés.
- 🔴 Le nombre de place de stationnement est également insuffisant, l'administration a même accepté de payer un certain nombre de places de parking dans un supermarché. Mais ces quelques places « offertes » resteront insuffisantes au regard du nombre d'agents déménagés et éloignés encore plus de leur lieu de vie.
- 🔴 Une cantine avait été envisagée et évoquée par la DG auprès des agents.

Il n'en est plus question. La restauration est laissée à la charge du bailleur qui fera des économies : au mieux des facilités pour faire chauffer sa nourriture, au pire des « frigos connectés », mais aucune restauration collective comme les agents la connaissent aujourd'hui.

La DG a annoncé fièrement la possibilité pour les agents de garder leur carte de restauration collective « Agraf », alors qu'il n'y aura restaurant de ce type au « XYLO » !

🔴 Une prime de restructuration avait été évoquée dans les instances locales pour le déménagement.

Plus rien ! L'administration se retranche derrière les textes. Un déménagement n'est pas une restructuration.

L'administration a d'ailleurs demandé d'effectuer une demande de mutation pour les agents dont les services devaient déménager dans le nouveau bâtiment comme la résidence change.

La CGT finances publiques avait exigé localement de reculer d'un an cette demande, pour permettre aux agents d'avoir de la visibilité et du recul face à leur déménagement. Seuls 16 jours supplémentaires ont été accordés.

🔴 L'organisation des bureaux pose également problème. Les collègues seront sans doute victimes des nouvelles normes d'occupation des locaux dans des espaces sans doute plus ouverts.

Par ailleurs, le nombre d'agents devant déménager évoluant sans cesse, il est difficile d'envisager une configuration des bureaux qui soit fixée.

🔴 La CGT Finances Publiques s'est également faite l'écho des collègues bénéficiant de services comme les crèches à proximité de leur lieu de travail. Cela n'est pas à l'ordre du jour.

Depuis plusieurs mois maintenant, la CGT finances publiques demande de la transparence dans la gestion de la DTNUM, ainsi que dans le déménagement vers le « XYLO » qui concerne à présent aussi les agents du SSL.

Nous avons exigé d'avoir des réponses avant de sortir du GT. Il n'en sera rien.

L'administration renvoie même la discussion dans les instances locales, où bien entendu aucune réponse n'y avait été apportées.

Au même moment que ce GT se tenait une FS locale où les OS ont unanimement voté contre le déménagement.

Mais l'administration passe outre et ne répond à aucune des questions soulevée depuis le début par la CGT Finances Publiques.

II – Le Schéma directeur numérique (SDNUM)

La DG a désiré présenter son schéma directeur numérique : un document de 111 pages où les grands absents sont les agents et les moyens humains, comme l'a souligné longuement la CGT Finances publiques. Par contre une place importante est faite aux gains de productivité et à l'efficacité.

Aucune information ne nous a été donné sur :

🔴 La séparation de gestion entre la DTNUM et de la direction informatique traditionnelle.

🔴 La nouvelle organisation du travail en mode projet qui pose problème.

🔴 La souffrance au travail engendrée par la résorption de la dette technique en se séparant de l'infrastructure ATOS (système GCOS).

🔴 Les problématiques des formations pour permettre aux informaticiens de s'adapter.

🔴 L'abandon de centres ou de métiers, comme l'éditique ou les ateliers Scan-ADO dont la CGT Finances Publiques affirme qu'ils avaient un avenir.

🔴 Quel avenir pour les applications traditionnelles !

🔴 La valorisation pécuniaire du travail des agents, etc.

Rappelons que la CGT soutient une unité de gestion de tous les services informatiques, le maintien d'une organisation en mode mission, l'arrêt du passage à marche forcée vers le système IBM ou encore la valorisation indemnitaire des informaticiens suivant le décret de 1971 pour continuer d'attirer vraiment des informaticiens titulaires.

En résumé, ce document a vocation à donner une belle image de l'informatique à la DGFIP sur ses projets en cours et ses orientations, une belle publicité pour les extérieurs à la DGFIP (ex : la cours des comptes).

Tout n'y est qu'« attractivité », « productivité » et « efficience ». Les agents travaillant dans l'informatique n'ont qu'à bien se tenir, ils risquent d'être exploités sans rien pouvoir vraiment attendre en retour autre que des belles phrases de félicitations.

Et encore pas partout, comme en témoigne le management à certains endroits.

La DG précise bien que le document n'est pas que destiné aux services internes à la DGFIP, mais donne un panorama, des perspectives à tous services, y compris hors de l'informatique. Il est ajustable tous les ans.

On comprend ainsi l'aspect publicitaire du document.

Faute de pouvoir discuter des « vrais » problèmes informatiques, la DG a fixé des axes de réflexions concernant le document ou en complément de celui-ci.

Seuls 5 axes ont pu être abordés lors du GT parmi toutes les thématiques présentés dans ce document :

A – Organisation du SI

Pour la DG, il existe un socle incompressible sur lequel repose toute l'informatique, par ses projets logiciels et l'infrastructure (machines, agents...) nécessaire à son maintien en condition opérationnelle.

Cela absorbe la majeure partie du budget de l'informatique.

Il a été **demandé à la DG un véritable bilan social du numérique, avec les emplois, les vacances d'emplois, la qualité de service et les conditions de travail des agents, les compétences et la gouvernance.**

Tous ces éléments sont absents du schéma directeur et manquent cruellement.

Mais nous **risquons** de ne jamais avoir de réponse.

B – Les projets

Il existe environ 785 logiciels gérés par le SSI. Difficile d'en faire le tour et même de tous les connaître !

L'application Factelec est accusée d'être un outil faisant diminuer le nombre d'emploi.

L'administration a bien voulu nous faire part de quelques informations sur certaines applications :

- ➔ Pour Factelec, il est admis que les coûts ont augmenté et que les périmètres vont être revus.
- ➔ L'application Pilat continue d'être développée ; elle fonctionne.
- ➔ L'application NARA fait face à une forte demande des agents pour augmenter sa performance.
- ➔ Fidji fait face à des contraintes fortes.

L'administration a reconnu la problématique résultante du manque de personnes formées sur le système GCOS aussi bien chez ATOS qu'à la DGFIP. Mais nous voilà rassurés, la DGFIP et ATOS travaillent main dans la main pour former des personnes afin de sécuriser les applications (Comptabilité de l'État, recouvrement, taxation).

- ➔ Concernant l'exploitation PEZ (pensions des fonctionnaires d'État) transférée à la Caisse des Dépôts et Consignations pour qui la société privée Sopra-Stéria intervient, l'administration a reconnu que des dysfonctionnements dans les calculs des pensions sont apparus. Mais c'est grâce à l'intervention des centres de gestions des retraites que les retraités n'ont pas eu d'erreurs sur le montant de leur retraite !!.

Pour fin avril, l'administration est interrogative si des erreurs dans les calculs ressortent toujours car le cordon de sécurité apportait par la DGFIP à la CDC s'arrêtera.

De l'aveu de l'administration, lors de gros chantiers comme ce transfert des pensions à la CDC, il y a toujours des risques. Les pensionnés apprécieront !

L'administration précise que les coûts, par exemple, sont connus pour les grands projets.

Pour le reste, nous n'aurons rien, car « *nous ne sommes pas en cogestion* » (sic).

C – L'Intelligence Artificielle (IA)

L'IA occupe une petite place dans le schéma directeur.

Or, elle est mise en avant dans toutes les communications de la DG.

On est donc obligé de se contenter des maigres informations émanant de la DTNUM. Seuls quelques projets d'ailleurs calamiteux comme le Foncier Innovant concernent l'IA.

La CGT Finances Publiques précise que la DTNUM a présenté des projets comme aboutis alors qu'ils n'étaient qu'à l'état de « preuve conceptuelle » (Proof Of Concept : POC).

Pour l'administration, il existe des échanges entre l'IA et les développeurs, et il y a une acculturation qui s'opère sur l'IA générative.

Des questions sont posées sur l'utilisation d'outils américains comme dans le projet CARADOC, ou encore sur la perte de sens dans le travail lié à l'IA.

La DG a bien voulu nous détailler le contenu de la feuille route qui sortira prochainement en matière d'IA à la DTNUM, qui sera orientée vers l'IA générative :

- 🔴 Une doctrine
- 🔴 Un cadre pour des gains de coûts (!)
- 🔴 Une infrastructure.
- 🔴 Une communication
- 🔴 Une formation et l'accompagnement

Aucune réponse n'est fournie pour savoir ce qu'il advient des agents dont la mission est automatisée.

D – L'assistance

Pour la Direction, il s'agit d'un des fleurons de l'informatique à la DGFIP.

Pourtant, elle est très peu présente dans les 111 pages du schéma directeur numérique (tout comme l'IA par ailleurs).

Les interrogations sont nombreuses sur le manque de visibilité des collègues travaillant en assistance. Même s'ils s'occupent de la TOIP, la mission se termine peu à peu avec sa généralisation.

La différence de mission entre CID et SIL doit être précisée, ce qui est difficile lorsque le nombre d'agents diminue.

L'administration n'est pas rassurante dans ses réponses : il devrait y avoir de nouvelles perspectives pour l'assistance, qui ne sont pas mentionnées de façon nette, car encore non abouties.

Il existe des réflexions en cours, notamment sur la complémentarité CID-SIL, ou sur la TOIP et téléphonie afin de gérer la complexité des petites structures.

La seule résolution qui nous est affirmée par la DG, sans preuves, est que **l'Assistance ne sera pas sacrifiée**.

La satisfaction à l'égard de l'Assistance est bonne pour la Direction.

E – L'infrastructure

Un point est fait rapidement sur la politique liée à l'infrastructure informatique de la DGFIP.

Une attention est portée par la DG sur les écomesures. Il y a également un désir d'être le plus indépendant possible des GAFAM.

L'architecture du Cloud portée par NUBO fonctionne et participe à cette maîtrise.

Néanmoins, devant les questions soulevées sur la consommation des Data centers, les problèmes de sécurité et de souveraineté des solutions, l'administration reconnaît qu'avec les composants chinois incontournables ou les matériels américains propriétaires, la souveraineté est « juste impossible ».

Rien de plus sur l'impact de ces politiques sur la démarche éco responsable que la DGFIP a engagée.